

## 3 MAI, JOURNÉE MONDIALE DE LA LIBERTÉ D'EXPRESSION

## La presse en liberté conditionnelle

**Longtemps citée en exemple dans le monde arabe pour sa liberté de ton, la presse algérienne montre aujourd'hui des signes d'essoufflement. Le harcèlement judiciaire et le chantage par l'argent ont fini par avoir raison des titres les plus téméraires. La floraison des titres offre une vitrine de démocratie qui sert finalement d'alibi à un pouvoir liberticide.**

**Nawal Imès - Alger (Le Soir)**  
- En encourageant l'émergence de publications, le pouvoir s'offre l'image d'un pays où la parole est libre. En permettant dans les limites qu'il a lui-même fixées à des journaux de critiquer «librement», il apporte la preuve que les journalistes sont loin d'être bâillonnés.

Pris dans cet engrenage, beaucoup finissent finalement par faire le jeu d'un pouvoir qui s'accommode très bien de leurs écrits dans une logique de «cause toujours, tu m'intéresses!»

Plus de dix-sept ans après le début d'une aventure que beaucoup avaient qualifiée de merveilleuse, le constat est amer : la presse est loin d'avoir pris son envol. Au contraire, elle s'enlise de plus en plus dans une dépendance face à un pouvoir qui n'en demandait pas tant.

Les deux passages en force de Bouteflika en 2004 puis en 2009 ont fini par atteindre l'objectif tracé : la normalisation de la profession. Totale dépendance — à quelques exceptions — de l'imprimerie publique, les publications font très souvent

l'objet de chantage. Les imprimeries, agissant sur injonction, décident des journaux qui peuvent ou qui ne peuvent plus être tirés. C'est ainsi que les journaux privés se retrouvent dans une situation d'endettement et de conflit sans fin.

Les journaux dont la ligne est jugée «trop» indépendante par rapport au pouvoir sont mis en demeure d'honorer leurs dettes et meurent de mort lente en laissant derrière eux des ardoises.

Les autres, par décision politique, sont autorisés à continuer de paraître et à s'endetter jusqu'à ce que leur ligne dérange et qu'ils subissent à nouveau la foudre des décideurs.

Il en est de même pour la publicité dont le dispatching est laissé aux «bons soins» de l'Aneq qui, là aussi, récompense les «bons» élèves et sanctionne les plus mauvais.

La justice a également servi de levier qui a toujours été actionné contre les publications dont le ton est jugé trop libre. Des journalistes ont été entraînés devant les tribunaux pour leurs écrits. La dépénalisation de l'acte d'écrire n'est pas à l'ordre du

jour. Y a-t-il pour autant des raisons d'espérer des lendemains meilleurs pour la profession ? Rien n'est moins sûr même si profitant de la célébration du 3 mai, le président réélu pour un troisième mandat ne s'est pas — contrairement aux années précédentes — contenté d'un message laconique. Il a, au contraire, préféré dresser les lignes de sa propre perception de la presse.

Une presse à laquelle il ne s'est jamais adressé directement. Il n'a, en effet, jamais accordé d'entretien à un quotidien national et les journalistes qui l'accompagnent dans ses sorties ne peuvent l'approcher.

Hier, s'adressant à la corporation, il indiquait dans son message que «la presse ne doit pas se complaire dans le rôle d'intermédiaire inerte ni accepter d'être un outil entre les mains de rentiers pour l'utiliser à des fins autres que celles servant la nation».

Il a également rappelé avoir «pris l'engagement de procéder à une révision de la loi sur l'information qui doit effectivement être adaptée aux nouvelles données, à la lumière des expériences vécues par l'Algérie, de manière à conforter la liberté de presse selon des critères professionnels et la logique du marché mais aussi pour répondre aux besoins exprimés par la société».

Quels changements compte-t-il apporter ? Il n'a pas dévoilé ses



Photo : Walid Triaa

intentions mais considère qu'«un grand défi se pose également en termes d'ancrage de la culture de la déontologie. Il réside aussi dans l'objectivité à mettre dans le traitement de l'ensemble des questions pour garantir la néces-

saire crédibilité et le professionnalisme à même d'assurer respect et continuité». Comment interpréter ces propos ? L'avenir dévoilera les projets du locataire de la présidence...

N. I.

## CÉLÉBRATION DES JOURNÉES INTERNATIONALES

## L'esprit revendicatif a-t-il cédé à la récupération officielle ?

**L'esprit revendicatif, protestataire, a-t-il laissé place en Algérie à la lassitude ou a-t-il disparu, laissant le champ libre à la récupération officielle ? Questionnement légitime d'autant qu'à chaque célébration d'une journée internationale, ce sont les officiels qui occupent le devant de la scène publique et non plus les acteurs sociaux (femmes, travailleurs, journalistes...) qui sont censés profiter de cette occasion pour revendiquer davantage leurs droits.**

**Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir)** - 8 mars, Journée internationale de la femme. 1<sup>er</sup> mai, Fête internationale des travailleurs. 3 mai, Journée mondiale de la liberté de la presse. Autant de journées qui sont célébrées dans le monde et en particulier en Algérie où également d'autres fêtes nationales (24 février, Journée de la nationalisation des hydrocarbures, par exemple) sont commémorées.

Or, si ces journées sont réputées réunir des acteurs sociaux (femmes, travailleurs, journalistes...) pour revendiquer davantage leurs droits, il en est autrement dans notre pays. A contrario de plusieurs pays où l'action

revendicative prend le pas, se radicalise, notamment dans le contexte actuel de la crise économique mondialisée, et où ce sont les syndicats et autres représentants corporatifs qui se mobilisent et mobilisent pour protester contre les errements de la politique économique, l'Algérie se distingue par une récupération officielle de la célébration de ces dates.

Une célébration qui se réduit à l'organisation d'activités culturelles et sportives considérées comme festives mais dont le côté festif est limité à l'aspect folklorique dans son sens péjoratif et non l'occasion de communions populaires solidaires, solidaristes et contestataires,



Photo : Samir Sid

L'UGTA, fidèle accompagnateur du gouvernement.

au moins pacifiquement.

En Algérie, ce sont les officiels (président de la République, ministre du Travail ou de la Communication...) dont l'expression directe ou indirecte est davantage attendue et supputée que celle des syndicats ou mouvements socioprofessionnels réellement repré-

sentatifs et légitimes, qui interviennent.

Alors que les dirigeants font des annonces ou formulent des vœux ou des promesses, tenus ou non, tels la revalorisation du salaire national minimum garanti (SNMG), l'amélioration du pouvoir d'achat, une meilleure représentation féminine dans les ins-

titutions et les instances du pays et les changements pour la corporation journalistique, promis par le président de la République réélu, la Centrale syndicale (UGTA), fidèle à sa vocation d'accompagnateur docile du gouvernement, se contente d'acquiescer aux desiderata officiels et

de s'afficher aux côtés des gouvernants, sans remplir sa mission fondamentale et naturelle de défenseur des droits socioéconomiques des travailleurs.

Et une centrale syndicale qui profite de son statut d'unique partenaire social reconnu, la question de sa réelle représentativité se pose face à des syndicats autonomes davantage représentatifs, actifs et mobilisateurs quoi que réprimés.

En laissant libre cours à l'expression officielle, les acteurs censés agir et revendiquer mais forcés ou consentants à l'absence, ne risquent-ils pas de porter atteinte à l'essence même de la célébration de ces journées, de dévoyer le principe de la revendication et de l'action militante ?

Voire, l'esprit revendicatif, protestataire a-t-il laissé place en Algérie à la lassitude ou a-t-il disparu, cédant la place à l'attentisme ou à la culture du défaitisme ?

C. B.